



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Cuba

Question écrite n° 18258

Texte de la question

M. Michel Raison appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la libération des prisonniers politiques à Cuba compte tenu des récents changements politiques. L'Assemblée nationale cubaine vient de nommer Raul Castro président du conseil d'État et président du conseil des ministres pour les cinq années à venir. Ce changement de chef d'État laisse espérer une évolution politique favorable, notamment pour les opposants politiques à Cuba. En effet, selon la commission cubaine pour les droits de l'Homme, malgré de récentes libérations depuis 2006, il resterait 234 prisonniers politiques. À la suite d'un accord avec l'Espagne, quatre nouvelles libérations ont eu lieu mi février. Pour le chef de la diplomatie espagnole, ces libérations seraient un premier signe de la détermination des autorités cubaines à entamer des réformes démocratiques. Cuba s'est d'ailleurs engagé à signer les traités internationaux des Nations unies sur les droits de l'Homme avant la fin du premier trimestre 2008. Aussi, il souhaiterait savoir ce que la diplomatie française compte entreprendre pour inciter le régime cubain à poursuivre ses efforts en faveur de la libération des prisonniers politiques.

Texte de la réponse

Le retrait de Fidel Castro du devant de la scène politique et la nomination de son frère Raul à la tête de l'État cubain ont donné lieu à une série de changements. En matière de libertés publiques, on notera la libération de quatre prisonniers politiques et la signature de deux pactes des Nations unies, l'un portant sur les droits civils et politiques et l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels. En ce qui concerne l'économie, des réformes ont été introduites dans le secteur agricole afin de stimuler la production ; de plus, l'accès des citoyens cubains à certains produits et services a été élargi. Nous accueillons favorablement ces mesures qui vont dans le bon sens mais elles demeurent insuffisantes. La France appelle Cuba à une véritable ouverture démocratique. Le gouvernement français attend des autorités cubaines qu'elles s'engagent véritablement sur la voie du pluralisme et du respect des droits de l'homme. Il demande en particulier - et de nombreuses démarches ont été réalisées en ce sens - la libération des prisonniers politiques, notamment ceux dont l'état de santé est fragile. Une nouvelle période historique s'ouvre à Cuba dont nous souhaitons qu'elle conduise ce pays, de manière libre et souveraine, vers la démocratie. Aussi le dialogue que nous maintenons avec La Havane est-il plus nécessaire que jamais ; seul le dialogue est susceptible de surmonter les blocages et d'inciter les autorités de La Havane à accepter une véritable ouverture. Les peuples français et cubain entretiennent de longue date des relations d'amitié et d'estime mutuelle ; la France a exprimé sa disposition à accompagner Cuba sur la voie de la démocratie et des droits de l'homme.

Données clés

Auteur : [M. Michel Raison](#)

Circonscription : Haute-Saône (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18258

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 mars 2008, page 1717

Réponse publiée le : 3 juin 2008, page 4641